

Commission : UNESCO

Question : Peut-on tout dire dans les médias et sur les réseaux sociaux ?

Auteur : Chine

La liberté d'expression est un droit fondamental de l'homme qui en Chine a été déclaré dans la constitution de 1982. Le gouvernement Chinois comprend l'importance de ce droit et se réjouit de voir ses citoyens l'appliquer dans leur quotidien. Néanmoins, la présence de ce droit doit se faire sans perturber l'harmonie de la société et sans créer de chaos dans le pays. C'est donc pour l'entente de la société et le bien des citoyens que la Chine s'autorise de contrôler cette liberté d'expression.

Contrairement à d'autres membres de l'UN, pour la délégation chinoise, les médias ne sont pas une source sûre. Aujourd'hui, tout le monde est victimes de la déformation de la réalité propagée par les médias qui essaient de mettre en avant, seulement les sujets susceptibles pour augmenter le nombre de tirage. On peut observer en 2019, aux États-Unis, 49% des citoyens partager des « fake news ». Un pourcentage de personnes que notre pays ne peut pas se permettre d'avoir surtout juste pour le profit économique de journaux étrangers.

« The great firewall of china » a été mis en place en 1997 et heureusement renforcé en 2016, lors des élections des États-Unis où Hillary a été une grande victime des « fake News », afin de contrôler les diverses absurdités qui étaient répandues sur l'internet et les réseaux sociaux comme twitter. C'est avec cela que l'on garantit des informations et actualités fidèles à la réalité à notre population et évite à nos citoyens d'être victimes de toutes discriminations ou opinions déplacées.

L'exemple le plus récent et pertinent des « fake news » serait au sujet du COVID-19. La Chine s'est permise de faire un tri dans la presse des articles et des informations divulguées pendant la crise afin de ne pas permettre à une paranoïa de s'installer au cœur du pays, et de garder les gens calmes. Finalement on ne peut que constater un grand succès car nous avons réussi à rétablir la vie normale de la société tout en évitant un bouleversement psychologique de la population.

De plus, la liberté totale d'expression peut facilement mener à la violence car des opinions différentes se confronteront. Nous voyons toute cette violence aux États-Unis dans les manifestations du mouvement « Black lives matter » même si la Chine comprend le problème et encourage les Américains à se manifester, la brutalité présente dans les manifestations reste néfaste. Nous ne voulons certainement pas arriver au point d'utiliser la violence comme méthode d'expression dans notre pays.

En outre, le pays de Chine, comporte plusieurs communautés religieuses dans sa société : taoïsme, bouddhisme, islam, ainsi que le christianisme sous les formes du protestantisme et du catholicisme, des religions qui datent et ont été présentes en Chine depuis une longue durée. Cette liberté politique entraîne donc à des avis différents sur les médias, qui pour ne pas dégénérer en violence ou discrimination, la Chine se voit obligée de superviser.

Comme l'a dit, Li Congjun (Président de l'agence de presse Xinhua), la presse chinoise a un « rôle dominant dans la conduite de l'opinion publique » et cela doit rester le cas. La délégation chinoise comprend parfaitement cela, car qui pourrait connaître mieux les valeurs du pays et sa beauté en tant que société que des journalistes locaux, en plus qui sont licenciés par le gouvernement pour assurer de la presse de qualité. C'est les qualités du pays et des individus, qui doivent être propagées, les citoyens doivent être fiers de la Chine et non abaissés psychologiquement par les petits défauts, qui sont exagérés par la presse dans d'autres pays.

Pas toutes les informations du gouvernement doivent être dévoilées aux citoyens, cela uniquement pour leur bien-être car leur manque de renseignement sur certaines choses pourrait conduire à une confusion nationale, alors que le gouvernement agit toujours avec la volonté du meilleur pour ses citoyens.

En conclusion, la délégation chinoise espère que les autres pays ont compris l'importance de la liberté d'expression et de sa modération, et est très fière d'avoir un système si fonctionnel qui prend place dans son pays. L'obligation que le gouvernement ressent de contrôler est seulement pour le bien du

pays, de ses citoyens, dans le but de pas abuser de la liberté d'expression, de la modérer pour éviter d'arriver dans des situations impertinentes et intempestives.